



Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 9 juin 2016 relative aux règles de commercialisation des capacités de stockage dans le cadre de la réforme de l'accès des tiers aux stockages

Version finale

Question 1: Partagez-vous les orientations générales proposées par la CRE ?

L'AFG est favorable à la proposition de la CRE de laisser aux opérateurs de stockage la plus grande marge de manœuvre possible dans la définition des règles de commercialisation de leurs capacités à condition que cela coïncide également avec un travail de concertation comme celui engagé avec les deux ateliers organisés par la CRE en avril et mai 2016.

Il semble opportun de permettre aux opérateurs d'ajuster les produits en fonction des attentes du marché de manière à maximiser les chances de succès des enchères.

En ce qui concerne le cadre de régulation incitatif, l'AFG partage les orientations mentionnées par la CRE tout en précisant que cette régulation incitative comporte deux objectifs :

- Elle doit permettre de répondre à l'objectif premier de la régulation à savoir l'atteinte du niveau de souscription garantissant la sécurité d'approvisionnement conformément à ce qui est inscrit dans la Loi sur la Transition Énergétique pour la Croissance Verte ;
- La maximisation des recettes d'enchères doit inciter les opérateurs de stockage à innover dans la définition commerciale de leurs produits.

Question 2 : Etes-vous favorable au calendrier de commercialisation proposé par la CRE, allant du 1er novembre au 31 mars?

L'AFG est favorable à la mise en place d'un calendrier de commercialisation étendu et qui commencerait suffisamment tôt afin de maximiser les chances de succès des enchères, à savoir atteindre un niveau maximal de souscription déterminé.

Cependant, si le calendrier retenu doit être cohérent avec les contraintes techniques des opérateurs, il doit par ailleurs permettre l'anticipation d'un éventuel déclenchement de l'obligation de dernier ressort sur des portefeuilles qui évoluent tout au long de l'année. Le calendrier devra aussi favoriser le développement de produits innovants.

L'AFG s'interroge sur la nécessité d'encadrer strictement la période de commercialisation si le niveau de souscription minimal est atteint. Pourquoi limiter la possibilité de commercialiser des produits non standard si le niveau minimal de souscription est atteint avant le 31 mars ?

L'AFG suggère que la phase de commercialisation aux enchères encadrée par la CRE s'arrête dès que le niveau de souscription minimal est atteint. Cependant, le processus de commercialisation ne doit pas s'interrompre avec la date de vérification du niveau minimum nécessaire.

Question 3: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la mise en œuvre d'un nombre limité de produits standard commercialisés aux enchères avant le 31 mars ?

L'AFG estime raisonnable de limiter le nombre de produits standard commercialisés lors de la phase d'enchères encadrée par la CRE, a minima pour répondre au niveau minimal annuel. Il sera important d'organiser un retour d'expérience pour voir si ce nombre limité de produits répond aux besoins du marché et s'il faut le faire évoluer pour intégrer de nouveaux produits plus innovants.

Question 4: Etes-vous favorable à la proposition de laisser la possibilité aux opérateurs de faire évoluer entre les tours d'enchères les capacités commercialisables associées aux différents produits standard, sans modifier les caractéristiques de ces produits?

L'AFG est favorable à la proposition de laisser une certaine flexibilité aux opérateurs de stockage pour ajuster leur offre au plus près de la demande du marché, en vue de la maximisation des souscriptions.

A ce titre, le transfert, entre deux tours d'enchères, de capacités d'un produit peu demandé vers un produit plus recherché est une proposition pertinente. Toutefois, l'AFG souligne que toute modification du programme de vente devra s'accompagner d'une communication suffisamment en amont des opérateurs de stockage afin de garantir une bonne visibilité pour les acteurs concernés par l'obligation de dernier ressort.

Un cadre opératoire devra cependant être défini en amont de façon concertée pour rendre ce mécanisme pleinement efficient.

Question 5: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de laisser les opérateurs de stockage libres de définir les caractéristiques de leurs produits, pour des capacités limitées à 10 % de leurs capacités totales avant le 31 mars ?

L'AFG est favorable à ce qu'une partie des capacités techniques disponibles puisse être commercialisée par les opérateurs de stockage sous forme de produits standard a minima pour les capacités nécessaires à l'atteinte du niveau minimal annuel. Ces produits doivent être répartis selon une clé de répartition équitable entre les opérateurs.

La commercialisation des produits non standard peut intervenir dès le début de la période de commercialisation, pour tout ou partie des capacités résiduelles non nécessaires à l'atteinte du niveau minimal au titre de la sécurité d'approvisionnement, sous réserve que ces produits soient accessibles à tous les acteurs et que leur souscription participe bien à l'atteinte de l'objectif de niveau minimal de stock. Ces produits seront commercialisés dans les mêmes conditions, aux enchères et selon les mêmes règles de fixation des prix. Le calendrier et les caractéristiques de ces produits seront communiqués suffisamment en amont aux expéditeurs par les opérateurs de stockage.

Question 6: Dans le cas où le niveau de souscriptions nécessaire à la sécurité d'approvisionnement est atteint, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de laisser les opérateurs de stockage définir librement leurs produits après le 31 mars ?

Dans la perspective d'une double incitation sur les volumes commercialisés et les recettes tirées des enchères, l'AFG est favorable à la proposition de la CRE de laisser toute liberté aux opérateurs de stockage dans la définition des produits commercialisés dès l'atteinte du niveau minimal de stocks fixé par arrêté ministériel.

L'AFG souligne l'importance de publier en amont les caractéristiques des produits commercialisés ainsi que leur calendrier de commercialisation afin de faciliter la participation de l'ensemble des acteurs concernés.

Question 7: Dans le cas où le niveau nécessaire à la sécurité d'approvisionnement n'est pas atteint, êtes-vous favorable à ce que les opérateurs réservent une part des capacités sous la forme de produits standard à hauteur des capacités manquantes pour atteindre le niveau de souscriptions nécessaire à la sécurité d'approvisionnement après le 31 mars ?

Si le niveau nécessaire à la sécurité d'approvisionnement n'est pas atteint dans les délais, l'AFG est favorable à ce que les opérateurs continuent de commercialiser des produits standard, au moins à hauteur des capacités manquantes.

Question 8: Pour les capacités disponibles restantes, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de laisser les opérateurs de stockage définir librement leurs produits après le 31 mars ?

L'AFG est favorable notamment dans les conditions exposées aux réponses des questions 5 et 6

Question 9: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE relative à la commercialisation de capacités pluriannuelles ?

L'AFG est favorable à la commercialisation de capacités pluriannuelles avec une préférence pour la commercialisation en bandeaux d'un an sur les trois années à venir.

Pour des raisons d'équité entre opérateurs, l'AFG suggère qu'un seul et même plafonnement soit appliqué à tous les produits commercialisés, défini en fonction de la liquidité des marchés PEG Nord et TRS.

Question 10: Partagez-vous la préférence de la CRE pour une commercialisation par lots pour les produits standards de stockage ?

L'AFG est favorable à une commercialisation par lots pour tous les produits commercialisés aux enchères, produits standard et non standard. La taille maximale des lots devra être déterminée en fonction de la liquidité des marchés afin d'éviter tout risque de volatilité des prix. La taille maximale des lots devra être clairement communiqué aux acheteurs pour chaque fenêtre d'enchères.

Question 11: Etes-vous favorable aux règles de constitution des lots proposées par la CRE ?

L'AFG n'est pas favorable à ce que l'intégralité des produits standard soit proposée à la vente lors de chaque session d'enchères.

Question 12: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'harmoniser les calendriers des enchères entre les opérateurs de stockage ?

L'AFG partage l'orientation de la CRE vers la recherche d'une harmonisation globale des calendriers des enchères organisées par les deux opérateurs de stockage, pour une compétition la plus saine possible et une

gestion opérationnelle simplifiée pour l'ensemble des acteurs.

Question 13: Partagez-vous la préférence de la CRE pour une adjudication au même prix pour l'ensemble des acteurs dite « pay as cleared » ?

L'AFG prend note de l'orientation de la CRE vers une adjudication « pay as cleared ».

Question 14: Partagez-vous la préférence de la CRE pour l'enchère à partir d'une courbe quantité/prix transmise par chaque participant dite à fixing ?

L'AFG est favorable à tout type d'enchère dont la mise en œuvre opérationnelle est simple et rapide, et d'une durée n'excédant pas la journée. Les enchères à fixing mentionnées par la CRE semblent répondre à ces exigences mais présentent le défaut d'être statiques et d'empêcher l'ajustement dynamique des stratégies d'enchères. Le processus d'enchères retenu devra être murement choisi pour une période de moyen terme.

Question 15: Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant l'indexation des prix d'achat des capacités aux enchères sur le spread été/hiver ?

L'AFG estime que si cela peut renforcer l'attractivité des produits pluriannuels, l'indexation sur le spread été/hiver doit pouvoir être proposée.

Question 16: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE consistant à publier la méthodologie de détermination du prix de réserve mais à ne pas rendre public le prix de réserve, avant les enchères?

La méthodologie de détermination du prix de réserve doit être équitable et non discriminatoire.

Question 17: Avez-vous d'autres remarques à formuler ?

L'ensemble des orientations discutées dans le cadre de cette consultation doit faire l'objet d'un exercice de retour d'expérience à l'issue de la première campagne de commercialisation orchestrée avec les nouvelles règles, tant le contexte et le comportement des acteurs est difficile à anticiper.

Ce retour d'expériences pourrait avoir lieu dès septembre 2017.

Par ailleurs, il semble important de maintenir un travail de concertation avec les acteurs pour que la première campagne de commercialisation se déroule dans de bonnes conditions. La concertation en amont du lancement de la campagne permettra aux acteurs de mieux appréhender le fonctionnement des enchères et de mieux comprendre les choix retenus.